

social

Luynes : la grève reconduite

Malgré des avancées jugées positives, le personnel de l'hôpital a décidé de poursuivre le mouvement.

En grève depuis le 17 février, le personnel de l'hôpital de Luynes s'est rendu hier, en cortège, à la mairie afin de remettre copie de ses revendications au maire, président du conseil d'administration de l'établissement. Auparavant, il avait voté la reconduction du mouvement tout en reconnaissant certaines avancées jugées cependant insuffisantes.

Selon le syndicat Sud, l'établissement présente une situation spécifique. La maison de retraite, ouverte il y a quelques semaines, accueille de nombreux résidents lourdement dépendants directement « issus » du service de soins de suite et de rééducation implanté à proximité immédiate. « Au cours des entretiens qui ont eu lieu les 3 et 4 mars avec



Le personnel toujours mobilisé.

le directeur du CHU et avec la présidente du conseil général, cette spécificité a été re-

connue », indique Patricia Hubert, la déléguée du personnel. Le principe de renégocier en

urgence la convention tripartite qui lie l'établissement, la DDASS et le conseil général a de même été admis.

Le personnel en prend acte. Il souhaite cependant que des mesures d'urgence soient prises sans délai « Le manque de personnel ne permet pas une prise en charge digne de nos personnes âgées. Des signaux d'alerte ont été identifiés : augmentation du nombre de chutes, apparition d'escarres, signes de déshydratation nécessitant la pose de perfusion sous-cutanée. »

Il rappelle qu'en exerçant cette activité de service public, chaque agent engage sa responsabilité individuelle et qu'il est de leur devoir de tirer la sonnette d'alarme.

Philippe Samzun

en bref

HUTCHINSON JOUÉ Grève reconduite lundi

Au terme d'un troisième jour de grève, les salariés de l'usine Hutchinson de Joué-lès-Tours n'avaient toujours pas obtenu satisfaction à leurs revendications salariales (prime de 1.300 € annuelle). La direction leur a rajouté 0,50 centime d'euro de « prime au panier » sous condition de reprise immédiate et proposé que les trois premières heures de débrayage soient défalquées des heures d'informations syndicales. Hier, les 60 grévistes - l'atelier courroies de transmission était fermé pour cause de chômage partiel - ont voté la prolongation du mouvement lundi matin.

PFIZER Toujours pas de négociation

L'appel à la mobilisation par la CGT et FO de jeudi a été entendu hier avec environ 160 grévistes restés toute la matinée et une partie de la journée devant l'usine. Un contact avait été rétabli avec un message envoyé jeudi soir, et lu le lendemain matin, de Pierre Ginestet, directeur Pfizer Europe. Il appelait à reprendre le travail pour renouer le dialogue. Les grévistes ont attendu le retour des États-Unis de la directrice du site, Marie-Gabrielle Laborde-Rayna. Ils n'ont vu personne hier et ont voté pour un huitième jour de grève lundi.

Fil bleu : perturbations repoussées

Le conflit salarial des chauffeurs de bus de Fil bleu a serré les freins, hier soir. Le préavis de grève déposé pour lundi a été repoussé au début avril. Pas de blocage, pas de mouvement de grève comme prévu initialement, donc, lundi.

La centaine de chauffeurs présents hier soir à l'assemblée générale en a décidé ainsi, à

70 %, CGT, CFCT et FO compris.

En réalité, les chauffeurs n'avaient pas tous les éléments sur le réseau 2009, expliquaient-ils hier soir à 22 h, pour prendre la décision de faire grève ou pas. Ils demandent une « information plus complète sur l'organisation des conditions de travail du réseau 2009 » et sur la sécurisation,

avec renfort de personnels sur tout le réseau.

Les syndicats jugent que la balle est maintenant dans le camp de la direction, qui doit leur fournir tous les éléments avant la fin mars. Si, d'ici là, il n'y a pas d'accord, les syndicats relanceront le mouvement dès le début avril. Le préavis de grève est reporté au 31 mars, précisément.

Entre-temps, les chauffeurs rappellent qu'ils seront présents à la grande manifestation nationale du 19 mars, où ils feront entendre leur revendication. Il faut savoir que la revalorisation et la reconnaissance des chauffeurs, avant la venue du tramway, sont également dans la balance.

DECO BAIN CUISINE SALON

Des prix

Ouverture
Tours
Rue Arthur Rimbaud

CARRELAGE
ORNAÏS

Carrelages Faïences Pierres naturelles

Alençon, Caen, Le Mans, Nantes, Le Havre, Rouen

université

En attendant le 19 mars

Alors que les négociations sont terminées sur la réécriture du statut des enseignants-chercheurs, la « mastérisation » sera-t-elle remise en cause la semaine prochaine, par les ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur ? Pour maintenir la pression, une vingtaine de sites restent bloqués (sur 85 universités en France). C'est le cas à Orléans, Angers, Poitiers, et aux Tanneurs à Tours où l'AG de jeudi a décidé le maintien du blocage jusqu'à mardi. Mais le mouvement connaît des signes de faiblesse : des étudiants ayant exprimé leur désaccord sur des actions qui auraient pu dégénérer (feu de poubelles et de pneus) à l'issue de la manifestation de jeudi. Avec 300 à 400 personnes, elle a été jugée « décevante » pour beaucoup. « Où est la radicalité de deux pneus brûlés ? Quelle image on donne ? », exprimaient certains. « On avait un mandat ! », répliquaient les membres de la commission « actions »...

Consultation électronique et démocratie. Une journée-débat sur ce dernier thème a été proposée alors que la consultation électronique sur la reprise des cours est possible jusqu'à ce dimanche 16 h. « Illégitime » pour l'AG et « essentielle » pour la présidence qui estime « que la consultation permet à chacun de s'exprimer », le président de l'université, Loïc Vaillant, invite tous les étudiants concernés à y participer (les résultats seront communiqués par message électronique dimanche soir). La question de l'absentéisme commence aussi à inquiéter des étudiants. Lundi, l'AG intersites doit se tenir à 12 h 30 à Grandmont avec une opération « Printemps des chaises » pour empêcher la tenue des cours. Mercredi, ce sera la journée « de la maternelle à l'université » contre les réformes Darcos-Pécresse avant la grève nationale interprofessionnelle du 19 mars.

Thierry Noël